

Réunion du 30 juin 2011

Point n°6

LES PRINCIPALES ETAPES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE INONDATION

La directive européenne 2007/60 du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation est entrée en vigueur depuis le 27 novembre 2007. Ce texte transposé en France en juillet 2010 par l'article 221 de la LENE¹ a pour objet d'établir « un cadre pour l'évaluation et la gestion des risques d'inondation, qui vise à réduire les conséquences négatives pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique associées aux inondations dans la Communauté ».

Cette directive s'articule avec la directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE et la directive-cadre stratégie pour le milieu marin 2008/56/CE grâce à des calendriers de mise en œuvre et de révision synchrones.

La mise en œuvre de la directive doit aboutir à l'élaboration de plans de gestion des risques d'inondation à l'échelle du bassin Seine-Normandie. Les orientations fondamentales et dispositions présentées dans le SDAGE concernant la prévention des inondations au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau constitueront ainsi l'un des volets de ces plans.

Les plans de gestion sont concrétisés en « programmes de mesures » ou **stratégies locales** qui mobiliseront les collectivités territoriales concernées par le risque sur le territoire tant pour leur conception que pour leur mise en œuvre.

La directive inondation

La directive inondation propose une orientation nouvelle de gestion des risques d'inondation fondée sur un choix partagé d'objectifs de **réduction des conséquences négatives des inondations**. Le concept de « choix partagé » mis en avant par le législateur français dans l'article 221 de la LENE, offre l'opportunité de développer une vision commune entre l'Etat et les parties prenantes, au premier rang desquelles les collectivités territoriales, pour mieux gérer les **territoires à risques importants d'inondation**. Elle est l'occasion de réaffirmer que l'Etat et les collectivités territoriales par leurs actions communes concourent à la gestion des risques d'inondation.

La directive inondation ne vient pas remplacer, se substituer ou contredire les outils existants aujourd'hui mais tend à faire progresser la politique française de gestion des risques d'inondation. La politique actuelle ne traite ainsi pas efficacement des risques liés aux inondations par submersion marine ou par ruissellement pluvial dont les dommages sont importants, notamment en milieu urbain. Les problèmes de débordement de cours d'eau sont souvent traités par des travaux lourds de protection, au détriment d'opérations plus soutenables comme des opérations de réduction de la vulnérabilité.

¹ LENE : Loi d'Engagement National pour l'Environnement, dite Loi Grenelle II

La directive inondation offre donc une opportunité pour faire progresser cette politique en imposant une analyse à l'échelle du territoire tout entier, par la réduction des conséquences négatives des inondations et en prenant en compte les effets du changement climatique.

Sa mise en œuvre sur le bassin Seine-Normandie va se traduire par les principales mesures suivantes :

- la réalisation d'une **évaluation préliminaire des risques d'inondation** (EPRI) sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des types d'inondation (débordement de cours, ruissellement pluvial, submersion marine, remontées de nappes, à l'exclusion des inondations dues aux réseaux de collectes des eaux usées et des eaux pluviales), à finaliser avant le 22 décembre 2011 ; cette étape permet d'identifier des **territoires présentant des risques d'inondation importants** (TRI),
- la réalisation de **cartographies des surfaces inondables et des risques d'inondation** pour ces territoires avant le 22 décembre 2013,
- l'élaboration, sous l'autorité de l'Etat, de **plans de gestion des risques d'inondation** à l'échelle des grands bassins hydrographiques, qui se déclinent en programmes de mesures pour les territoires du bassin présentant des risques, à finaliser avant le 22 décembre 2015.

La gouvernance pour la mise en œuvre de la directive au sein du bassin Seine Normandie

Pour le bassin Seine-Normandie, les travaux seront portés par deux instances existantes : le comité de bassin et ses commissions territoriales et le comité technique du plan Seine.

- le comité de bassin du 30 juin lance les travaux relatifs à la directive inondation. Dans la mesure où la partie du SDAGE traitant des inondations sera un des volets du **plan de gestion des risques d'inondation**, le comité de bassin sera régulièrement saisi, notamment pour les phases suivantes des travaux ;
- au niveau local, les commissions territoriales du comité de bassin (élargies aux parties prenantes : EPTB, SCOT,...) seront consultées sur les travaux mobilisant l'information locale : **l'évaluation préliminaire du risque d'inondation** (EPRI) à l'automne 2011, puis la sélection des **territoires à risques d'inondation** (TRI) pour juin 2012 ;
- enfin, au niveau du bassin, le comité technique du plan Seine permettra d'associer à l'ensemble des Conseils régionaux du bassin Seine-Normandie, les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB), les principaux maîtres d'ouvrage du bassin, ainsi que l'ensemble des acteurs définis comme « parties prenantes », comme par exemple les représentants des assureurs et des notaires. Une première réunion de ce comité technique est organisée le 29 juin 2011.

En outre, le comité technique du Plan Seine sera mobilisé pour labelliser certains des Plans d'Actions de Prévention du risque Inondation (PAPI) d'un montant inférieur à 3 millions d'euros. En effet, dans le cadre du nouvel appel à projets PAPI lancé par le ministère de l'écologie et du développement durable, seuls les projets d'un montant supérieur resteront labellisés à l'échelle nationale.

2011 - L'évaluation préliminaire des risques d'inondation (EPRI)

La première étape prévue par la directive est la réalisation d'une **évaluation préliminaire des risques d'inondation** (EPRI). Cette évaluation porte sur l'ensemble du bassin Seine-Normandie. Il s'agit à partir des informations disponibles ou aisément mobilisables, d'évaluer les risques d'inondation et les impacts négatifs associés pour la santé humaine, l'environnement et les biens dont le patrimoine culturel et l'activité économique. Il s'agit d'une opération qui se veut « légère » car les délais sont courts. Elle sera révisée tous les 6 ans.

Les services de l'Etat ont démarré fin 2010 le travail d'exploitation de la connaissance des inondations passées et la caractérisation des inondations potentielles ou futures pour les différents types d'inondation mentionnées par la directive (ruissellement, débordement des cours d'eau, submersion marine, remontées de nappes,...). Ce travail est cadré par une méthodologie nationale.

La caractérisation des inondations potentielles ou futures mobilise non seulement des données cartographiques existantes issues d'études sur le risque d'inondation (atlas des zones inondables, PPRI) mais également des données topographiques et géologiques.

Cette évaluation ne vise pas à élaborer une carte des zones inondables. Elle a pour objectif d'appréhender de manière simplifiée mais homogène sur le territoire français les conséquences d'inondations majeures pour identifier les poches d'enjeux sur le bassin, permettant de préfigurer grossièrement des territoires à risques.

Une association à ces travaux est proposée aux collectivités à l'automne 2011 au sein du Comité de bassin et des COMITER pour enrichir le travail par des informations qualitatives sur les enjeux territoriaux fournies par les acteurs de terrain, qui viennent compléter les indicateurs quantifiables mis en œuvre par les services de l'Etat.

Ce travail doit être achevé pour le 22 décembre 2011.

2012 - La sélection des territoires à risques importants d'inondation (TRI)

La sélection des territoires à risques importants d'inondation (TRI) est une étape importante de la mise en œuvre de la directive. Elle est issue des travaux d'évaluation préliminaire : un territoire à risque important présente en effet des enjeux importants que ses habitants souhaitent préserver et qui pourraient disparaître lors d'un événement dramatique.

Les « parties prenantes » dont les collectivités et le comité de bassin sont invitées à apporter leur contribution pour sélectionner les TRI. C'est sur ces territoires que les plans de gestion des risques d'inondations, définis à l'échelle du bassin Seine-Normandie, seront déclinés et mis en œuvre en priorité en 2015.

Les critères nationaux de définition de ces territoires ne sont pas encore totalement établis. Pour ces territoires, la directive demande d'établir :

1. des cartes des zones inondables, selon les scénarios suivants :
 - crues de faible probabilité ou scénarios d'événements extrêmes,
 - crues de probabilité moyenne (période de retour de l'ordre de 100 ans),
 - crues de forte probabilité.
2. des cartes des risques d'inondation qui montrent les conséquences des scénarios ci-dessus, exprimés par des indicateurs tels que :
 - le nombre estimé des habitants potentiellement touchés,
 - les installations dangereuses susceptibles de provoquer une pollution accidentelle,

Ces cartes doivent être achevées pour le 22 décembre 2013.

2015 - Le plan de gestion des risques d'inondation

Le comité de bassin du 30 juin est la première étape d'un processus d'association des collectivités et des parties prenantes du bassin Seine-Normandie, processus qui s'étoffera et se poursuivra jusqu'à l'élaboration des **plans de gestion des risques d'inondation** à établir pour le 22 décembre 2015.

Les plans de gestion visent à réduire les effets négatifs en tenant compte des spécificités locales, mais aussi en intégrant une vision de bassin versant. Ils sont élaborés à l'échelle du bassin hydrographique. Ils y déclinent la politique de gestion des risques d'inondation avec pour objectif minimum la non aggravation des dommages potentiels dus aux inondations et mettent en œuvre une politique adaptée pour permettre la diminution des dommages potentiels sur les TRI.

Ces plans contiendront des mesures pour diminuer les conséquences négatives des inondations sur les quatre types d'enjeux déjà cités au sein du bassin Seine-Normandie. Ils contiendront plus précisément :

1. les orientations fondamentales et dispositions présentées dans les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, concernant la prévention des inondations au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
2. une synthèse des mesures qui sont identifiées dans le cadre de stratégies locales développées par les collectivités sur les TRI ;
3. les dispositions concernant la surveillance, la prévision et l'information sur les phénomènes d'inondation, qui comprennent notamment le schéma directeur de prévision des crues (SDPC) qui sera présenté au comité de bassin du mois de décembre ;
4. les dispositions pour la réduction de la vulnérabilité des territoires face aux risques d'inondation ; ces dispositions peuvent comprendre des mesures pour le développement d'un mode durable d'occupation et d'exploitation des sols - notamment des mesures pour la maîtrise de l'urbanisation -, des mesures pour la réduction de la vulnérabilité des activités économiques et du bâti, et le cas échéant, des mesures pour l'amélioration de la rétention de l'eau et l'inondation contrôlée ;
5. des dispositions concernant l'information préventive, l'éducation, la résilience et la conscience du risque.

Tout comme avec la directive-cadre sur l'eau, les plans de gestion seront révisés tous les six ans dans le même calendrier. Le processus est repris dans son ensemble, depuis l'évaluation préliminaire jusqu'au plan de gestion, en tenant compte d'apports et d'études nouvelles : le facteur « changement climatique » peut ainsi inciter à revoir le niveau de risque.

**Le Directeur régional
et interdépartemental
de l'environnement et de l'énergie
de la région Ile-de-France**

Bernard DOROSZCZUK

**Présenté par le Directeur,
Le Secrétaire du comité de bassin,
le 14 juin 2011**

Guy FRADIN